

**EXAMEN
AU CAS PAS CAS**

**Annexes n°9-C
ATTES
(§ 4.3.1 et 5)**

DEKRA INDUSTRIAL SAS

ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DE POLLUTION DANS LE CADRE D'UN PROJET DE CONSTRUCTION

(Mission ATTES selon NF X 31-620-5)

SCCV THOR

Site : Avenue Jules FERRY / Boulevard de SAVOIE, THONON Les Bains (74)



DEKRA INDUSTRIAL SAS
36 avenue Jean Mermoz
BP 8212
69 355 LYON cedex 08

Siret : 433 250 834 00176
Tél. 06.18.26.65.41

Affaire n° : 52883448

Chef de projet
Philippe SCEAU

Superviseur
Guillaume FALEWEE

Les prestations d'études, assistance et contrôle (domaine A) et ingénierie des travaux de réhabilitation (domaine B) relatifs aux activités Sites et Sols Pollués de DEKRA INDUSTRIAL SAS sont certifiées par le LNE suivant le référentiel de certification de service des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués. Plus d'information sur www.lne.fr



Date	Indice	Modifications apportées
10/09/2019	1	Version initiale





RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE

CONTEXTE DE LA MISSION	<p>Dans le cadre de la réalisation d'un Projet d'aménagement 4, boulevard de Savoie à Thonon (74), la société SCCV THOR se doit de fournir une attestation de prise en compte des mesures de gestion de la pollution des sols.</p> <p>Le présent rapport constitue l'attestation de prise en compte des pollutions dans le cadre du projet de construction définie par les articles L556-1 et 2 du code de l'environnement.</p>
POLLUTIONS IDENTIFIEES	<p>La pollution identifiée concerne la présence modérée d'hydrocarbures en concentrations supérieures au seuil d'acceptation en installation stockage de déchet inertes au droit de l'ancien garage. Ces impacts sont identifiés sur trois points de sondage et reste localisés en surface.</p>
MESURE DE GESTION DES POLLUTIONS	<p>Excavation et évacuation hors site en filière adaptée ou excavation et réemploi sur site en sous couche voirie / parking. Evacuation des déchets dangereux vers des filières appropriées et des cuves enterrées après vidange et nettoyage</p>
ATTESTATION	<p>DEKRA atteste que le maître d'ouvrage a pris en compte les mesures de gestion de la pollution des sols, (notamment celles recommandées dans les études précitées), dans la réalisation du projet de construction.</p> <p>L'attestation de prise en compte des pollutions dans le cadre du projet de construction est délivrée sur la base des données transmises par le maître d'ouvrage et du rapport d'étude réalisé et consulté.</p>



IDENTIFICATION

DONNEUR D'ORDRE	SCCV THOR 25 rue Pierre SEMARD, 38000 Grenoble		
INTERLOCUTEUR	Cédric MAUCOURT – Chef de projet		
SITE	Avenue Jules Ferry et Boulevard de Savoie, 74200 Thonon les Bains		
TYPE D'ETUDE	Attestation de prise en compte de la pollution dans un projet d'aménagement		
MISSION (SELON NF X 31-620-5)	Missions ATTES		
N° D'AFFAIRE	52883448		
MOTS CLES	Aménagement, Attestation.		
VERSIONS	1	10/09/2019	Version initiale
CHEF DE PROJET	Philippe SCEAU	Visa : 	
SUPERVISEUR	Guillaume FALEWEE	Visa : 	



SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	5
1.1	Contexte	5
1.2	Contenu de l'étude	5
1.3	Contexte réglementaire	6
1.4	Sources d'information consultées	7
2	PROJET D'AMENAGEMENT	7
2.1	Localisation géographique	7
2.2	Définition du projet d'aménagement	8
3	SYNTHESE DE L'ETUDE REALISEE	9
4	GESTION DES MATERIAUX IMPACTES	11
4.1	Préconisations	11
4.2	Estimation des matériaux impactés en HCT non inertes	11
5	MISES EN ŒUVRE DES MESURES DE GESTION	13
6	ATTESTATION	14

TABLEAUX

Tableau 1 : Mission réalisée	5
Tableau 2 : Liste des rapports relatifs à la gestion des sites et sols pollués consultés	7
Tableau 3 : Prise en compte des mesures de gestion	13

FIGURES

Figure 1 : Localisation géographique du site	7
Figure 2 : Vue aérienne de la zone d'étude	8
Figure 3 : Plan du projet futur.	8
Figure 4 : Localisation des anomalies	10
Figure 5 : Zone HCT non inerte 1 – 4, Boulevard de Savoie, parcelle 339	12
Figure 6 : Zone HCT non inerte 2 - cours hangar parcelle 339	12
Figure 7 : Superposition des sondages impactés avec le plan projet	13



1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE

Dans le cadre de son projet d'aménagement, la SCCV THOR doit disposer d'une attestation de prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception des projets de construction ou d'aménagement (pièce 16.5 du permis de construire).

Au regard du changement d'usage du site, le client, a confié à DEKRA la réalisation de cette attestation.

Le présent document constitue donc une mission ATTES selon la norme NFX-31-620-5 : Attestation à joindre aux demandes de permis de construire (PC) ou d'aménager dans les secteurs d'information sur les sols (SIS) ou au second changement d'usage (loi ALUR), ou de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (Article R. 122-3 du code de l'environnement).

Cette attestation garantit que le projet futur retenu prend en compte l'état de pollution du sous-sol. Pour cela, le présent document comporte une synthèse de l'ensemble des études réalisées sur le site ainsi que les mesures de gestions retenues par le client dans le cadre de l'aménagement du site permettant de garantir la compatibilité des pollutions présentes avec l'usage futur.

1.2 CONTENU DE L'ÉTUDE

La présente étude est réalisée selon le référentiel méthodologique en vigueur notamment au cadre fixé par note ministérielle du 19 avril 2017, définissant les modalités de gestion et de réaménagement de sites pollués et à la norme NF X 31-620 « Prestations de services relatives aux sites et sols pollués (études, ingénierie, réhabilitation de sites pollués et travaux de dépollution) » de l'AFNOR. Le tableau ci-dessous détaille les prestations effectuées dans le cadre de la présente mission :

Tableau 1 : Mission réalisée

Code selon la norme NF X31-620	Prestation	Objectif
<u>ATTES</u>	Attestation à joindre aux demandes de permis de construire (PC) ou d'aménager dans les secteurs d'information sur les sols (SIS) ou au second changement d'usage (loi ALUR)	Garantir que le projet d'aménagement ou de construction prend correctement en compte l'état de pollution du sol



1.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Article L 556-1 du code de l'environnement :

Sans préjudice des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1, sur les terrains ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues par ces mêmes articles, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.

Ces mesures de gestion de la pollution sont définies en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts, des inconvénients et avantages des mesures envisagées. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Article L 556-2 du code de l'environnement :

Les projets de construction ou de lotissement prévus dans un secteur d'information sur les sols tel que prévu à l'article L. 125-6 font l'objet d'une étude des sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols.

Pour les projets soumis à permis de construire ou d'aménager, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis une attestation garantissant la réalisation de cette étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis d'aménager par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dès lors que l'opération de lotissement a donné lieu à la publication d'une déclaration d'utilité publique. L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis de construire, lorsque la construction projetée est située dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols et sa prise en compte dans la conception du projet d'aménagement.

L'étude de sol prévue par les dispositions législatives ci-dessus correspond à minima à la prestation DIAG (concluant sur des mesures de gestion simples de la pollution) et/ou à la prestation globale Plan de Gestion (PG) dans le cas de modalités de gestion de la pollution plus complexes. Le maître d'ouvrage (MOA) doit fournir au prestataire réalisant l'ATTES un document détaillant les dispositions techniques qu'il s'engage à mettre en œuvre pour le projet en lien avec les mesures de gestion de la pollution (par exemple : travaux de dépollution prévus, taux de ventilation des locaux, recouvrement, etc.) Si le prestataire délivrant l'ATTES n'est pas le bureau d'étude qui a réalisé les études définissant les modalités de gestion, en plus des éléments mentionnés ci-dessus, le maître d'ouvrage (MOA) doit fournir la totalité des livrables réalisés. La présente attestation a été réalisée conformément au modèle d'attestation présenté en Annexe II de l'Arrêté du 19 décembre 2018.



1.4 SOURCES D'INFORMATION CONSULTÉES

Les documents de référence consultés sont détaillés dans le tableau suivant.

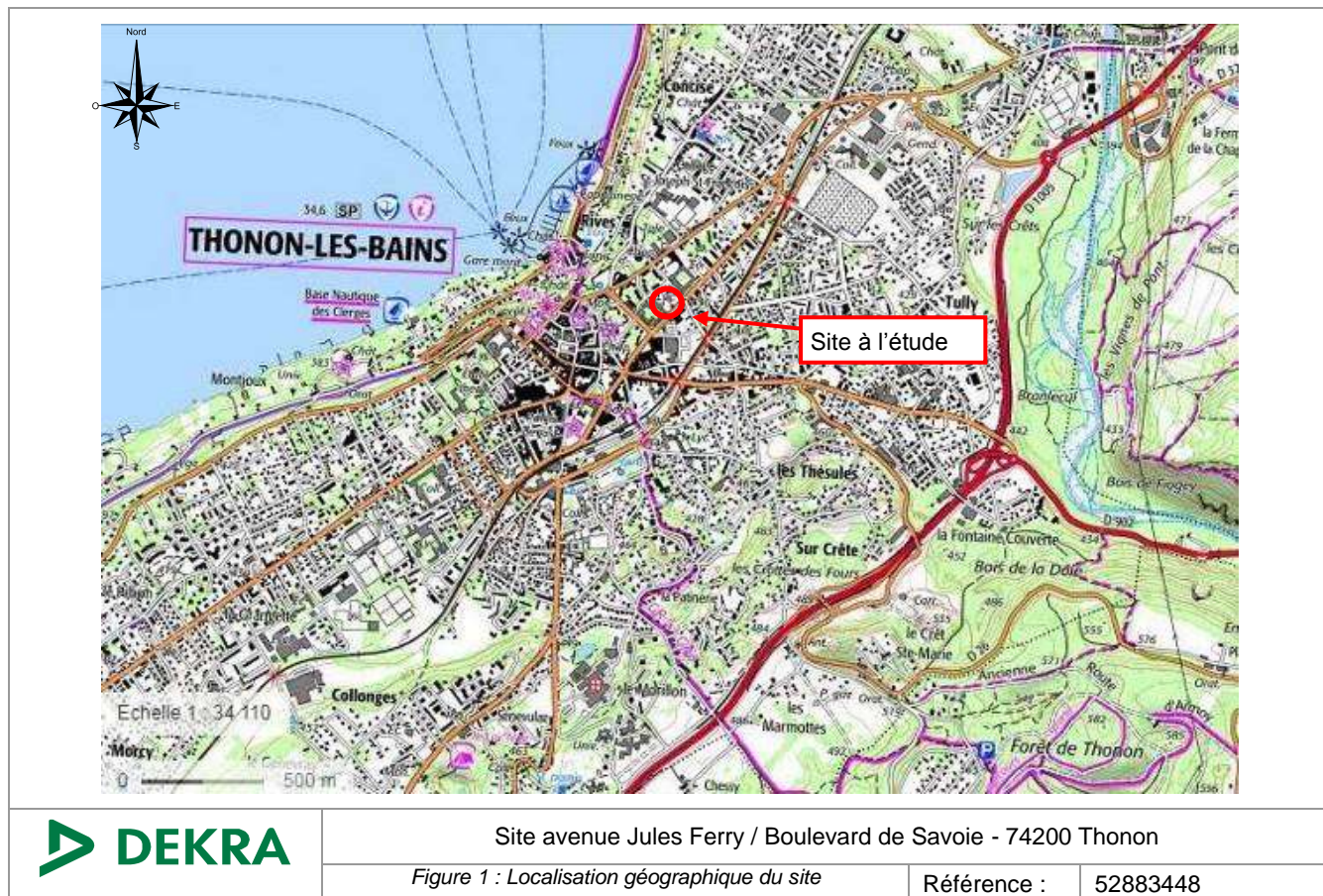
Tableau 2 : Liste des rapports relatifs à la gestion des sites et sols pollués consultés

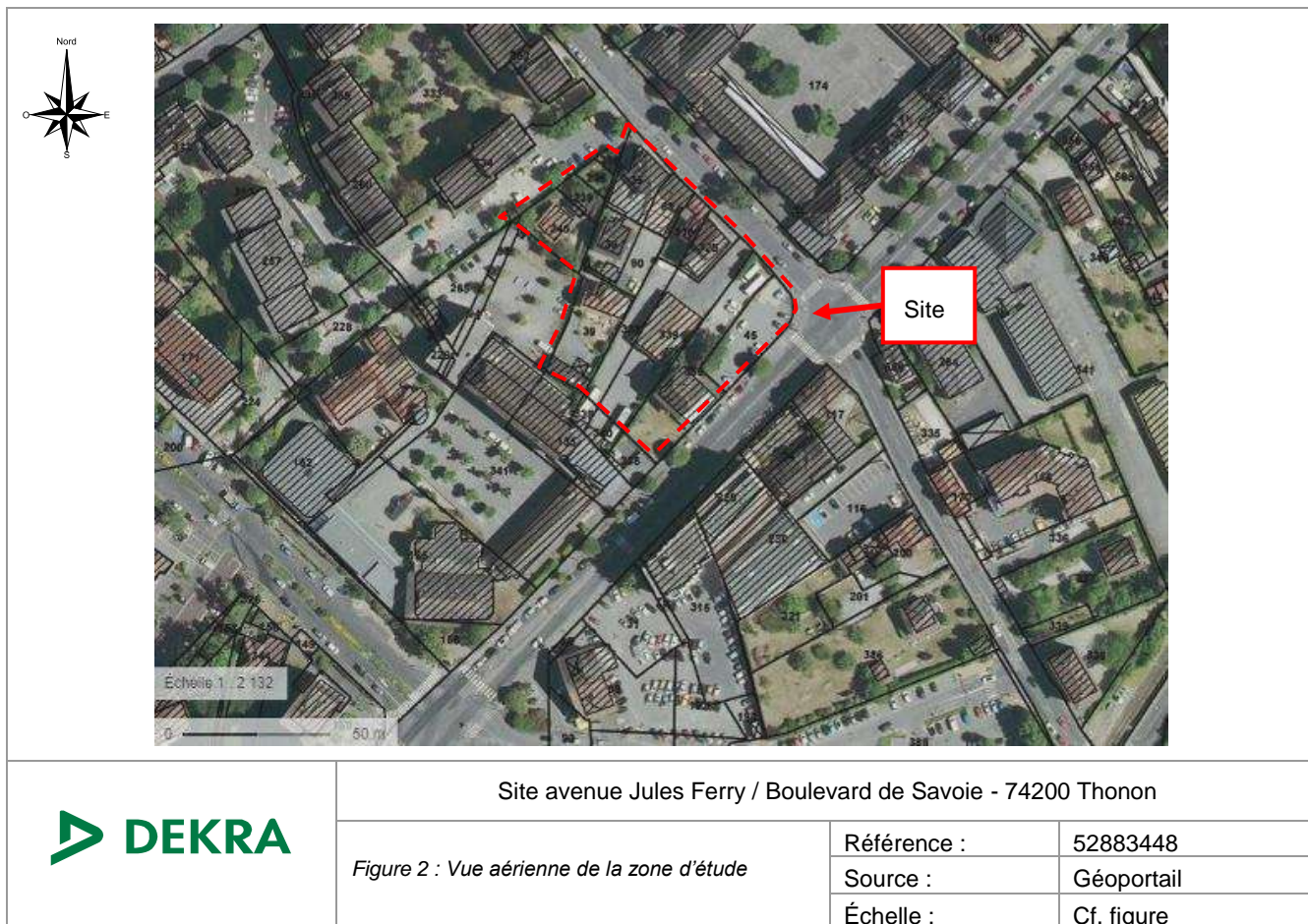
TITRE DE L'ETUDE	DOCUMENT CONSULTE
Rapport_DEKRA_52883448_SCCV THOR_A200_complementaire_Thonon_74_V2.	Oui
Rapport_DEKRA_52883448_SCCV THOR_A100, A110, A20 A200 Thonon_74_V2.	Oui
Demande CERFA d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (2019-09-annexe 1)	Oui
Notice travaux (Annexe 2).	Oui

2 PROJET D'AMENAGEMENT

2.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le site est localisé au croisement de l'avenue Jules Ferry et du Boulevard de Savoie à Thonon les Bains dans le département de la Haute Savoie. Les parcelles cadastrales de la section F01 concernées par l'étude sont numérotées 35, 36, 37, 39, 89, 90, 235, 236, 239, 240, 242, 318, 320, 335, 337 et 339 pour une superficie totale d'environ 5 700 m². Le terrain se trouve à une altitude d'environ + 428 m NGF. Les coordonnées en son centre dans le système Lambert 93 sont approximativement les suivantes : X : ~ 937 744 m / Y : ~ 6 591 881 m





2.2 DEFINITION DU PROJET D'AMENAGEMENT

Le projet propose la construction de 4 bâtiments de logements collectifs et un cinquième bâtiment abritant une résidence de services avec au rez-de-chaussée des pièces communes considérées comme ERP. Les hauteurs de l'ensemble du projet s'échelonnent du R+2 au R+6 sur deux niveaux de sous-sol commun. L'ensemble du projet prévoit 186 logements dont un commerce de 110 m² pour une surface plancher totale de 11 976 m².



Figure 3 : Croquis du projet futur.

3 SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE RÉALISÉE

La SCCV THOR a souhaité réaliser un diagnostic initial de pollution des sols, (Rapport DEKRA n° 52883448 du 07/03/2019), dans le but d'évaluer leur qualité environnementale, relative à la présence potentielle d'éléments ou produits polluants résultants des activités actuelles et passées, sur un tènement situé Boulevard de Savoie à Thonon les Bains (74) dans le cadre d'une acquisition avec projet immobilier neuf. Des impacts en HCT (en concentrations supérieures au seuil d'acceptation en ISDI) avaient été mis en évidence, un diagnostic complémentaire a été réalisé et ces impacts ont été bornés (Rapport DEKRA n°52883448 du 12/07/2019).

Une partie du site a abrité depuis 1971 une activité ancienne de garage autocars, au droit duquel une ancienne station-service a notamment été mise en évidence. Il est référencé BASIAS. L'autre partie du site est occupé par des maisons d'habitations dont certaines étaient chauffées au fioul.

Le site se trouve sur la formation « terrasses de Thonon graviers, sables et conglomérats de dolines pré glaciaires ». Ces terrasses fluvio lacustres surplombent les terrasses glacio-lacustres (dépôt würm terminal ou de transition würm-holocène).

La masse d'eau souterraine FRDG201 « Formations glaciaires et fluvio-glaciaires Bas Chablais (P. Gavot, Delta Dranse, terrasses Thonon) » est présente au droit du site. Le niveau statique des eaux souterraines est supposé entre environ 11m et 16m avec un écoulement attendu du sud-est vers le nord-ouest. Elles sont faiblement vulnérables vis-à-vis d'une pollution éventuelle issue du site.

Des ouvrages sensibles captant la nappe sont recensés à proximité du site dans un rayon de 2 km mais tous sont situés en amont ou latéral hydrogéologique éloigné. Il s'agit notamment des captages AEP et pompages (station thermique ou l'embouteillage d'eau minérale).

Onze zones à risques ont été recensées :

- ZS1 Stockage huiles neuves et usagées et produits intérieur hangar ;
- ZS2 Fosse maintenance cars intérieur hangar ;
- ZS3 Pompe distribution ;
- ZS4 Cuve carburant gasoil enterrée cour centrale ;
- ZS5 Cuve carburant gasoil enterrée entrée ouest ;
- ZS6 Bac de décantation et puis perdu cour est ;
- ZS7 Traces de souillures accumulation d'eau façade nord hangar ;
- ZS8 Bâtiment chaufferie gaz, traces de souillures ;
- ZS9 Bâtiment locaux type industriel parcelle 320, ancien bâtiment industriel ;
- ZS10 Cuve fioul identifiée maison parcelle 39 ;
- ZS11 Maisons individuelles avec présence potentielle de cuves fioul enterrées.

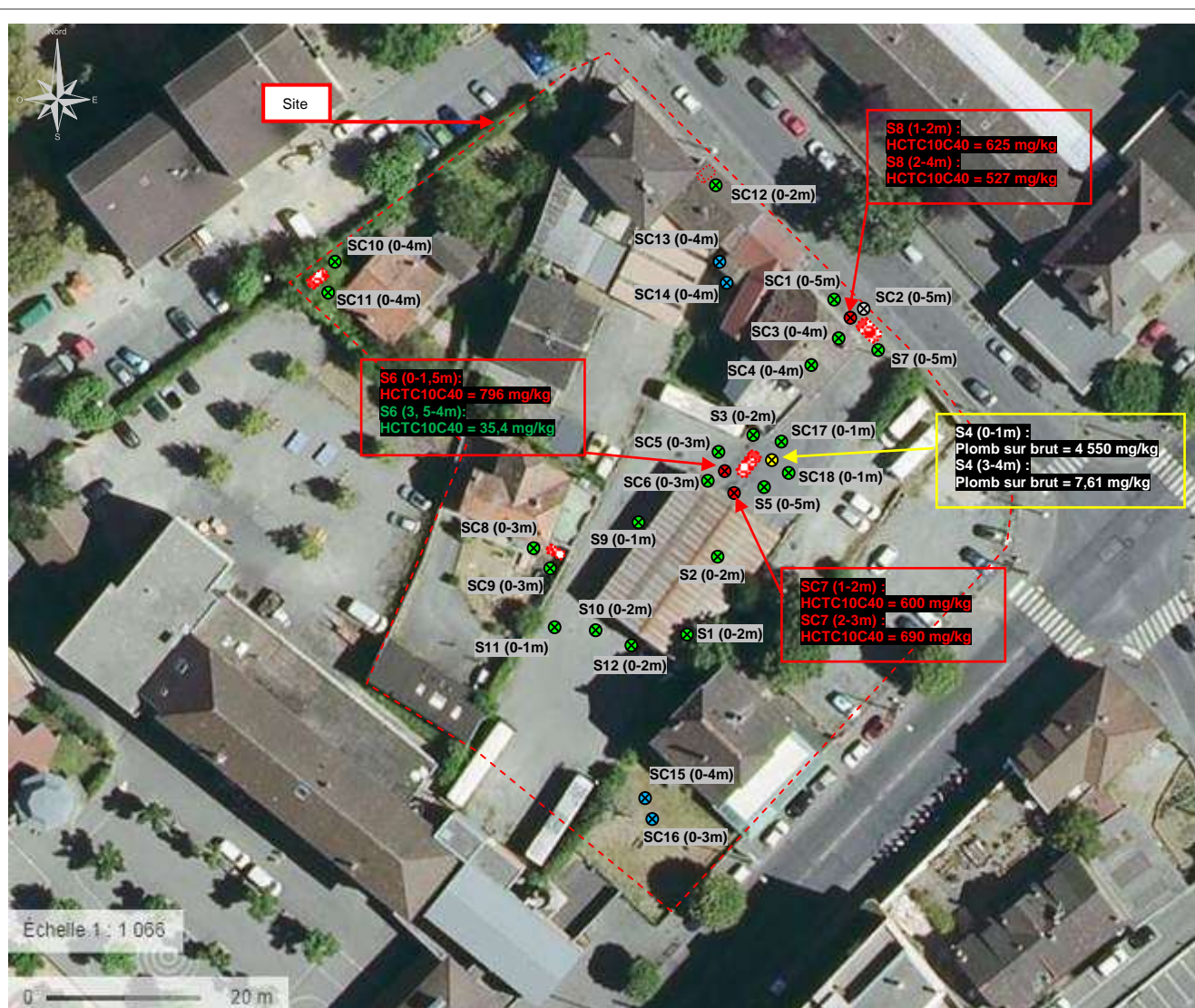
Les investigations initiales sur le milieu sol se sont déroulées le vendredi 15 février 2019 soit 12 sondages (carottage sous gaine entre 1 et 5 m de profondeur et nommés S1 à S12). Les investigations complémentaires sur le milieu sol se sont déroulées le mercredi 19 et le mardi 25 Juin 2019 soit 13 sondages (carottages sous gaine entre 1 et 5 m de profondeur et nommés SC1 à SC18).



Un total de 31 analyses a été réalisé, les résultats mettent en évidence la présence d'impacts modérés HCT C10-C40 au droit des cuves de carburant enterrées résultant de l'ancienne activité de garage, soit : S6 (0-1,5m) = 796 mg/kg, S8 (1-2) = 625 mg/kg, S8 (2-4) = 527 mg/kg, SC7 (1-2) = 600 mg/kg, SC7 (2-3) = 690 mg/kg.

Ces impacts ont été bornés horizontalement et verticalement. Une anomalie initialement mise en évidence en plomb (4 550 mg/kg sur S4 entre 0 et 1m) n'a pas été confirmée elle est de facto considérée comme un effet pépète ou lié au biais analytique du laboratoire.

L'ensemble des impacts modérés mis en évidence peut être associé aux activités du site et certaines concentrations dépassent les seuils d'acceptation en installation stockage déchets inertes.



Sondages inertes : ● sondages impactés inertes : ● sondages impactés non inertes : ●
 Refus / limite technique : ⊗ sondages non réalisés pour absence de zones à risques : ⊗



Site avenue Jules Ferry / Boulevard de Savoie - 74200 Thonon

Figure 4 : Localisation des anomalies

Référence :	52883448
Source :	DEKRA
Échelle :	Cf. figure



4 GESTION DES MATERIAUX IMPACTES

4.1 PRECONISATIONS

Lors des terrassements en vue de l'aménagement futur du site, la méthodologie nationale des sites et sols pollués ainsi que DEKRA, préconisent de gérer les sources et d'évacuer les matériaux non inertes en filière adaptées soit ISDND (Installations Stockage Déchets Non Dangereux) ou Biocentre ou de les réutiliser en sous couche voirie par exemple.

Il est également préconiser de vérifier que les cuves enterrées aient bien été vidangées (demande des certificats auprès des propriétaires). Le cas échéant, la méthodologie nationale des sites et sols pollués ainsi que DEKRA, préconisent de procéder à la vidange, au dégazage et à l'inertage éventuellement des cuves avant de les excaver et de les évacuer vers une filière appropriée.

L'évacuation de déchets dangereux et non dangereux hors site vers des filières adaptées (notamment les huiles usagées et reliquats de l'activité de garage) est également préconisée par la méthodologie des sites et sols pollués et DEKRA.

4.2 ESTIMATION DES MATERIAUX IMPACTES EN HCT NON INERTES

Zones	Surfaces	Profondeurs à traiter	Volumes impactés	Tonnages
1 - Boulevard de Savoie parcelle 339	Entre 11 et 14 m ²	Entre 1 et 4 m	Entre 33 et 42 m ³	Entre 59 et 76 T
2 -Cours hangar parcelle 339	Entre 16 et 19 m ²	Entre 1 et 3 m	Entre 32 et 38 m ³	Entre 57 et 68 T
Total	Entre 27 et 33 m ²	-	Entre 65 et 80 m ³	Entre 116 et 141 T

Pour rappel, il s'agit d'estimatifs pour une densité prise à 1,8t/m³.



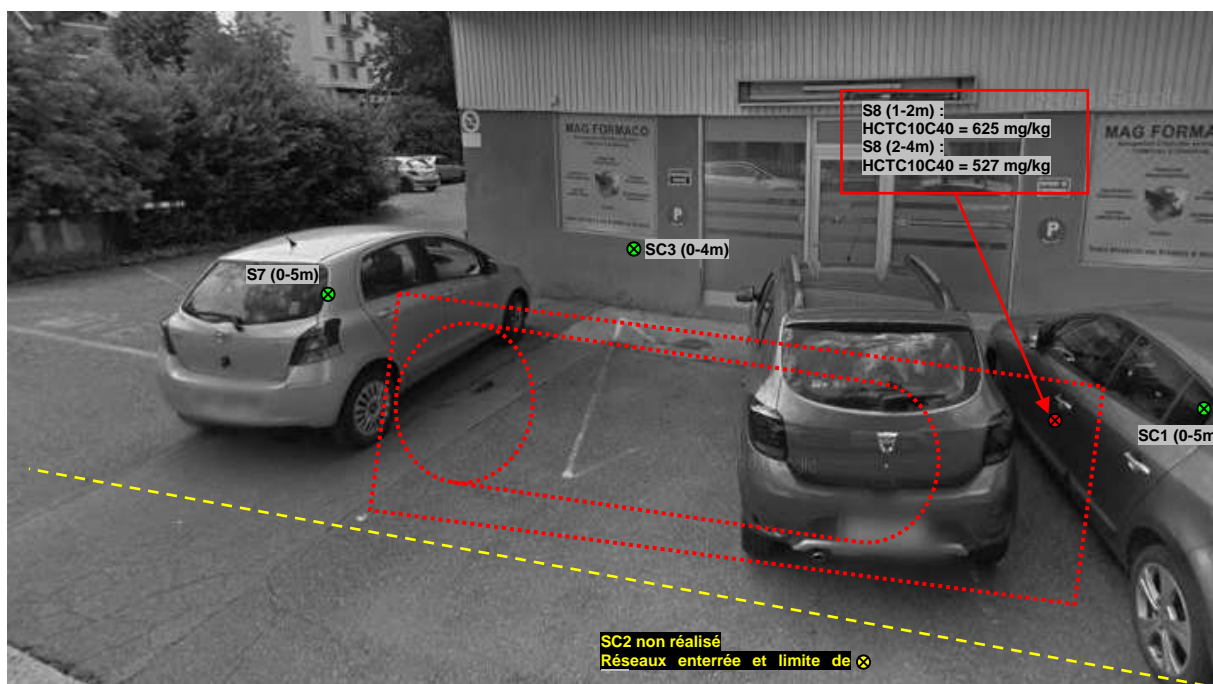


Figure 5 : Zone HCT non inerte 1 – 4, Boulevard de Savoie, parcelle 339

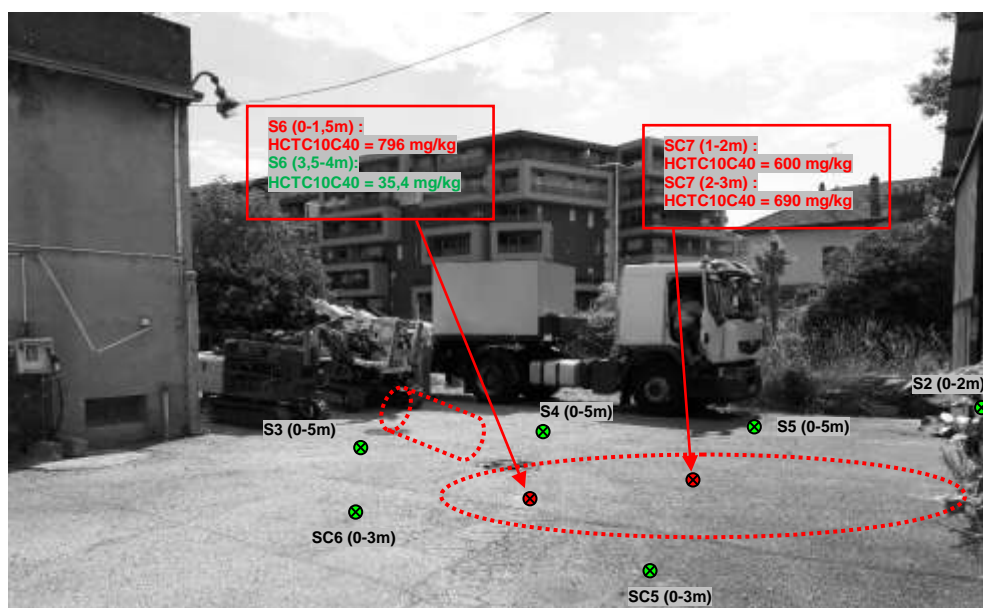


Figure 6 : Zone HCT non inerte 2 - cours hangar parcelle 339

5 MISES EN ŒUVRE DES MESURES DE GESTION

L'ensemble des mesures de gestion qui seront mise en place dans le cadre du projet de construction est synthétisé dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Prise en compte des mesures de gestion

Mesure de gestion	Source	Action engagée par le Client	Action corrective éventuelle
Excavation et évacuation hors site en filière adaptée ou excavation et réemploi sur site en sous couche voirie / parking des matériaux non inertes	CERFA demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale Annexe 1	Intégré au projet d'aménagement	Non
Nettoyage, dégazage et démantèlement et retrait des cuves enterrées + évacuation vers filières spécialisées des déchets dangereux	Notice travaux Annexe 2	Intégré au projet d'aménagement	Non

Le plan de zonage issu du PC et transmis par le client ci-dessous superpose les différents aménagements du site avec les sondages réalisés.



Figure 7 : Superposition des sondages impactés avec le plan projet

6 ATTESTATION

Sur la base de ces données, le bureau d'études certifié

Dénomination ou raison sociale : DEKRA INDUSTRIAL SAS.....
Numéro unique d'identification : RCS 433 250 834 LIMOGES.....
SIRET : 433250834 01208
Code NAF : 7120 B
Statut juridique : SAS.....
Domicilié :
Voie : rue Stuart Mill, Zone Industrielles de Magre.....
Code postal : 87 000
Ville : LIMOGES..... Pays : France.....

En sa qualité de bureau d'étude certifié selon la norme NF X31-620-5 sous le numéro 24469 révision 5, délivré le 4 avril 2016 et valable jusqu'au 19 mars 2024 par le responsable du Pôle Certification Plurisectorielle du LNE organisme accrédité par le COFRAC, ou équivalent, selon la norme NF EN ISO/CEI 17065 sous le numéro 5-0012 ;

Se fondant sur les conclusions de l'étude de sol, conforme à l'offre de prestation codifiée A100, A110, A120 et A200 telle que définie dans la norme NF X 31-620-2 de décembre 2018, dont les résultats ont permis d'identifier les mesures de gestion présentés le document référencé « *Rapport_DEKRA_52883448_SCCV THOR_A200_complementaire_Thonon_74_V2* » datant du 05/08/2019 réalisée par :

DEKRA INDUSTRIAL SAS, en application de l'article 3 de l'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-3 du code de l'environnement ;

Après vérification des éléments transmis par le maître d'ouvrage concernant le projet affectant le site en date du 09/09/2019, conformément aux dispositions de l'offre globale de prestation codifiée « ATTES » telle que définie dans la norme NF X31-620-5 : décembre 2018, complétant le permis de construire, fournie par :

Dénomination ou raison sociale : THOR
SIRET : 83285390700018
Code NAF : 4110D

Forme juridique : SCCV
Adresse : 25 rue Pierre SEMARD, 38000 Grenoble, France.

En sa qualité de maître d'ouvrage de l'opération de construction située à :
4 boulevard de Savoie et Avenue Jules Ferry à Thonon les Bains, 74200, FRANCE
Référence(s) cadastrale(s) F01 : 35, 36, 37, 39, 89, 90, 235, 236, 239, 240, 242, 318, 320, 335, 337 et 339

Après avoir réalisé l'offre globale de prestation codifiée « ATTES » telle que définie dans la norme NF X31-620-5 : décembre 2018 dont les résultats sont repris dans le présent rapport, en date du 10/09/2019, recensant les références des documents analysés pour réaliser la prestation ainsi que les mesures de gestion à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage dans le projet de construction.

Atteste que le maître d'ouvrage a pris en compte les mesures de gestion de la pollution des sols, nécessaires dans la conception du projet de construction affectant le site mentionné ci-dessus.

La personne ayant réalisé l'attestation : Philippe SCEAU, Chef de Projets,
Le 10/09/2019 à GRENOBLE

Signature :



ANNEXE 1 : CERFA ETUDE CAS PAR CAS



Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception : Dossier complet le : N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Programme immobilier mixte comprenant quatre bâtiments (A, B, C, D) de logements collectifs aidés et en accession libre (44 + 35 logements), une résidence services (bâtiment E, 107 logements), un local commercial, ainsi que le stationnement nécessaire au fonctionnement de ces activités, à l'angle du Boulevard de Savoie et de l'avenue Jules Ferry sur la commune Thonon-les-Bains.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale SCCV THOR

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale M. Jacques TRESSERAS, président de TERRITOIRE & DEVELOPPEMENT, gérant

RCS / SIRET 8 3 2 8 5 3 9 0 7 0 0 0 1 8 Forme juridique SCCV

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement. a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 1 et 4 ha	Surface plancher totale : 11 976,80 m². Projet soumis à demande de permis de construire.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

L'opération prévoit le réaménagement d'un terrain de 5 724 m² situé, à l'angle du Boulevard de Savoie et de l'avenue Jules Ferry, en partie centrale de la commune, à 250 m environ de l'hyper-centre historique, à 500 m du port de Thonon-les-Bains et de son vieux village de pêcheurs.

Pour cela :

- Démolition totale de l'ensemble des habitations, hangar et garages implantés sur les parcelles concernées (voir annexe n°7) ;
 - Réalisation d'un programme immobilier mixte comprenant quatre bâtiments de logements collectifs aidés et en accession libre (44 + 35 logements), une résidence de services (bâtiment E, 107 logements) et un local commercial en rez de chaussée, pour un total de 11 976,80 m² de surface plancher répartis comme suit : 11 863,95 m² d'habitation et 112,85 m² de commerce.
- Le projet prévoit le stationnement nécessaire au fonctionnement de ces activités, soit 172 places dont 10 réservées aux personnes à mobilité réduite aux niveaux R-1 et R-2 sous l'ensemble des bâtiments.
- Le terrain est accessible grâce à de nombreuses lignes de transport en communs, notamment les gares SNCF et routière situées à moins de 500 m du site.
- Le quartier est très riche en équipements municipaux, on y trouve aussi de petits locaux d'activité ou commerces de proximité en pied d'immeuble et un supermarché.

4.2 Objectifs du projet

Le projet a pour objectif d'offrir un ensemble immobilier mixte comprenant : * 44 logements collectifs aidés ; * 35 logements collectifs en accession libre ; * Une résidence services avec 107 logements et des locaux de services au rez-de-chaussée ; * Un local commercial non aménagé ; * Deux niveaux de stationnement en sous-sol, sous l'ensemble des bâtiments.

Le projet permettra ainsi :

- de répondre aux besoins de logements en accession libre et de logements sociaux,
- d'ancrer la mixité sociale en proposant plus de 25 % de la surface de plancher créée à destination de logements sociaux,
- de faciliter l'accès aux commerces de proximité avec la création d'un local en au rez-de-chaussée du bâtiment D,
- de participer à l'utilisation des modes doux avec la création de plus de 245 m² de locaux destinés aux deux roues (RdC, R-1, R-2),
- d'offrir aux résidents un cadre de vie convivial car proche du centre ville, facile à vivre en raison de sa grande proximité avec les transports en communs, confortable et performant car respectant la réglementation thermique RT 2012.
- de libérer des espaces verts largement ouverts sur un cœur d'îlot, véritable espace de respiration lisible à l'échelle de la ville.

Le projet a fait l'objet d'échanges réguliers avec la commune et d'une présentation à l'ABF afin de valider le fonctionnement urbain à l'échelle de l'îlot et l'insertion de l'opération dans le tissu urbain existant et l'environnement du projet, notamment dans son interaction avec le quartier de la Rénovation voisin à l'Ouest de l'opération.

Voir la note de présentation du projet en annexe n°8-A.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Calendrier :

* La durée prévisionnelle des travaux préparatoires et de déconstruction est de 4 mois.

* La durée prévisionnelle des travaux de construction est de 24 mois.

Nature des travaux : travaux tous corps d'états : gros-œuvre, second œuvre, corps d'états techniques, VRD.

Le programme de travaux est le suivant :

- Travaux préparatoires : Déplombage et désamiantage des bâtiments existants effectués par une entreprise spécialisée en évacuation des déchets en décharge agréée,

- Travaux de déconstruction de l'ensemble des bâtiments existants,

- Terrassements et évacuation des terres en filière adaptée selon leurs caractéristiques,

Une attestation de prise en compte de pollution dans un projet d'aménagement (ATTES) a été délivrée par un organisme agréé après vérification que les mesures de gestion des sols pollués aient été prises en compte (voir annexe n°9-C).

- Réalisation des niveaux en sous-sol et des réseaux enterrés,

- Construction des superstructures,

- Finalisation des aménagements des espaces verts (engazonnement et plantations).

Une charte chantier à faibles nuisances est intégrée aux marchés des entreprises afin de conforter notre engagement à limiter les nuisances et les risques sanitaires qui pourraient être causés aux riverains, limiter les risques pour la santé et la sécurité du personnel de chantier, limiter les éventuelles pollutions de proximité, limiter la quantité de déchets mis en décharge et maîtriser leur traitement. L'objectif de l'opération est de 87,88 % de valorisation matière de l'ensemble des déchets et ressources de la zone d'étude (voir annexe n°10). Une équipe pilotée par un Directeur Travaux sera présent à temps plein durant toute l'exécution. Le chantier sera sécurisé par des clôtures sur toute sa périphérie. Un contrôle d'accès est prévu pour autoriser ou interdire l'accès : chaque intervenant sur le chantier devra préalablement avoir reçu un badge remis par la direction de chantier.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Dans sa phase d'exploitation, le nouvel ensemble immobilier offrira : * 186 logements (79 logements familiaux et 107 appartements en résidence services) répartis sur 5 bâtiments (A, B, C, D et E) : • 44 logements collectifs aidés : Bâtiment A (R+5 +attique) 28 logements ; Bâtiment B (R+5+attique) 16 logements sur six niveaux complets, du RdC au R+5. • 35 logements collectifs en accession libre : Bâtiment B (à R+5+attique) 1 logement sur son dernier niveau le R+5+attique ; Bâtiment C (hauteur allant du R+2 au R+4) 15 logements ; Bâtiment D (R+5+attique) 19 logements. • 107 logements en résidence services dans le bâtiment E (hauteur allant du R+3 au R+5) et ces locaux de services au rez-de-chaussée. * Un commerce de proximité : Au rez-de-chaussée du bâtiment D qui accueillera du public (l'exploitation de ce local sera à la charge de professionnels).

L'accès piéton et PMR à l'ensemble immobilier se fait depuis les voies publiques existantes. Le hall d'entrée du bâtiment A ouvre sur la rue Amédée VIII, ceux des bâtiments B, C et D se raccordent sur le boulevard de Savoie. Enfin celui du bâtiment E donne sur l'avenue Jules Ferry. L'accès piéton et PMR au local commercial en rez-de-chaussée du bâtiment D se fait depuis le boulevard de Savoie. Le stationnement est prévu en deux niveaux de sous-sol auxquels on accède par une rampe en entrée / sortie prévue en raccordement sur l'avenue Jules Ferry. Un second raccordement, rampe en sortie uniquement, est prévu sur la rue Amédée VIII. Il est prévu des jardins privatifs, principalement ouverts sur le cœur d'îlot et pour les bâtiments A et B ouverts sur la rue Amédée VIII. La majeure partie des espaces verts en cœur d'îlot est proposée en espaces d'agrément communs à usage des riverains et des habitants du quartier.

Le projet propose 1 720 m² d'espaces verts (153 m² en espaces sur dalle haute des sous-sols avec au moins 50 cm de terre et 1 567 m² en espaces libres en pleine terre) plantés d'arbres de haute tiges (16 individus) choisis parmi les essences locales, feuillues de préférence tels que – par exemple - les châtaigniers, frênes, hêtres qui pourront être agrémentés de quelques conifères tels que le pin sylvestre.

Des locaux deux roues seront réalisés conformément à l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2016, afin de promouvoir les modes de déplacement doux et limiter l'usage de la voiture par les futurs habitants.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Opération soumise à demande de permis de construire (comprenant des démolitions).

Cette demande, déposée le 31 juillet 2019, intègre un dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public (ERP) aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique (PC39 et PC40) en raison de la présence d'un local commercial non aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment D. Ce permis (note de présentation en annexe n° 8-A) sera transmis à l'Architecte des Bâtiments de France pour avis et a préalablement été validé par celui-ci en réunion de consultation.

L'opération n'est pas soumise au régime de la déclaration ou de l'autorisation Loi sur l'Eau (le projet ne correspond à aucun cas de la nomenclature Loi sur l'Eau). Une étude spécifique de gestion des eaux de ruissellement à la parcelle a été menée par un bureau d'étude géologique (Voir annexe n°11).

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface du terrain :	5 724 m ²
Surface de plancher du projet :	11 976,80 m ²
Emprise au sol du projet :	2 861,00 m ²
Nombre de logements et de bâtiments :	186 log. répartis dans 5 bâtiments
Nombre de local commercial :	1 unité
Stationnement :	172 places en ss + 245,30 m ² 2 roues
Nombre maximum de niveaux en superstructure du projet :	7 niveaux
Nombre maximum de niveaux en sous-sol du projet :	2 niveaux

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation	Coordonnées géographiques ¹
2 à 12T, boulevard de Savoie 20, avenue Jules Ferry 74200 THONON-LES-BAINS	Long. 4 6 ° 2 2 ' 2 5 " _ Lat. 0 6 ° 2 8 ' 3 7 " _
Parcelles concernées : Section 000 F n°35, 36, 37, 39, 45, 89, 90, 235, 236, 239, 240, 242, 318, 320, 335, 337 et 339 + petite surface de domaine public à l'angle des trottoirs du boulevard de Savoie et de la rue Amédée VIII qui doit faire l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement.	Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : Point de départ : Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _ Point d'arrivée : Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _ Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors ZNIEFF de type I ou II. Voir annexe n°12.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Thonon-les-Bains est riveraine du lac Léman, lac de plus de 1000 hectares.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors réserve nationale naturelle delta de la Dranse. Voir annexe n°13.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est en zone de bruit de niveau 3 en raison de l'avenue Jules Ferry classée en catégorie 3 longeant la propriété. En fonction du classement acoustique des différentes façades, le projet intégrera des menuiseries permettant l'affaiblissement acoustique nécessaire. Ceci sous vérification du contrôleur technique mandaté par le Maître d'Ouvrage. Voir annexe n°14.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se localise dans le périmètre des abords de Monuments Historiques, notamment l'Ancien couvent de la Visitation et l'Eglise Saint-Hippolyte et sa crypte. Teintes et composition architecturale du projet en cohérence avec le quartier de la Rénovation. Espaces verts paysagers au cœur de l'ensemble immobilier. Volumes conformes au PLU. Voir annexes n°2-B, 4, 8-a, 16. Le permis de construire est soumis à l'avis Favorable de l'ABF qui l'a préalablement validé en réunion de concertation.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors zones humides. Voir annexe n°15.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors zones rouges et hors zones bleues du plan de prévention des risques naturels qui prend en compte les risques de mouvements de terrain, les terrains hydromorphes, les chutes de blocs, le ruissellement et le ravinement, les inondations, les crues torrentielles et l'érosion littorale. Voir annexe n°16. PPRNP concernant les risques mouvements de terrain et inondations (crues torrentielles) approuvé le 27/12/2007.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site a abrité de 1971 à 1974 une activité de garage d'autocars, transférée en 1974. Des analyses spécifiques ont été menées en février et juin 2019 par DEKRA. Les résultats sont les suivants : Impacts modérés en HCTC10C40 dans les sols. Entre 116 et 141 tonnes de matériaux non inertes seront évacuées en filière adaptée (ISDND ou Biocentre) ou réemployées sur site (sous-couche de voirie). (Voir annexes n°9). L'engagement du Maître d'Ouvrage pour les mesures de gestion préconisées a permis l'obtention de l'ATTES pour la présente opération (annexe n°9-C).
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau. Voir annexe n°16.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé hors site inscrit. Voir annexe n°16.
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors des sites Natura 2000. La ZPS du lac Léman se trouve à plus d'1,5 km au Nord du site du projet. La ZPS et la ZSC du delta de la Dranse se trouvent à plus de 3 km au Nord Est du site du projet. Voir annexe n°17.
D'un site classé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est hors site classé. Il est situé dans le périmètre de protection de monuments historiques classés et inscrits (église St Hippolyte et sa crypte, ancien couvent de la Visitation, Hôtel de ville, Hôtel-Dieu, anciens châteaux des Guillet-Monthoux et fontaine de la place de l'Hôtel de ville). Le permis de construire est soumis à l'avis Favorable de l'ABF. Voir les annexes n°2-B, 4, 8-A et 16.

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles				
6.1 Le projet envisagé est-il <u>susceptible</u> d'avoir les incidences notables suivantes ? Veuillez compléter le tableau suivant :				
Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'ensemble immobilier sera raccordé au réseau public afin d'assurer l'alimentation en eau potable. Aucun prélèvement sur le milieu naturel n'est prévu.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de nappe aquifère susceptible d'interférer directement avec l'opération (nappe à un niveau statique compris entre 11 et 16 m de profondeur).
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet prévoit de réaliser des déblais pour les terrassements. Leur devenir sera variable selon leur qualité. Une partie des terres, non polluées, pourra être stockée sur site avant d'être utilisée pour les aménagements paysagers des espaces verts centraux. Le restant sera évacué conformément à la réglementation (ISDI). Les matériaux non inertes seront évacués en filière adaptée (ISDND ou Biocentre) ou réemployer sur site comme sous-couche de voirie. Des recycleries locales pourront être associées pour la ré utilisation des matériaux issus de la démolition. Les déchets amiantés seront traités et évacués en filière adaptée. Voir annexes n°9 et 10.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé dans la partie de la commune constitutive d'un tissu urbain continu et n'est donc pas concerné par une continuité écologique. Le site dans son état antérieur au projet comprend des constructions existantes et est très fortement imperméabilisé. Le projet améliorant fortement la proportion d'espaces verts sur le site, son impact sur la biodiversité ne peut qu'être positif. Voir annexes n°15 et n°16.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé hors des sites Natura 2000. La ZPS du lac Léman se trouve à plus d'1,5 km au Nord du site du projet. La ZPS et la ZSC du delta de la Dranse se trouvent à plus de 3 km au Nord Est du site du projet. Compte tenu des distances et de la nature du projet, l'opération n'est pas susceptible d'avoir un impact sur les habitats et les espèces recensés dans l'emprise de ces sites protégés. Voir annexe n°14.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site se trouve en zone AC1 de protection au titre des Monuments Historiques, toutefois le projet n'a pas d'incidences sur les monuments protégés. Teintes et composition architecturale du projet en cohérence avec le quartier de la Rénovation. Espaces verts paysagers au cœur de l'ensemble immobilier. Volumes conformes au PLU. Voir annexes n°2-B, 4 et 8-A. Le permis de construire est soumis à l'avis Favorable de l'Architecte des Bâtiments de France qui l'a préalablement validé en réunion de concertation.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé dans la partie de la commune constitutive d'un tissu urbain continu. En conséquence il n'est pas consommateur d'espaces naturels, agricoles, forestiers ou maritimes. Voir annexe n°18.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune de Thonon-les-Bains.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Thonon-les-Bains est concernée par un plan de prévention des risques naturels (PPRI). Toutefois le terrain assiette du projet est situé hors zones rouges et hors zones bleues du plan de prévention des risques naturels qui prend en compte les risques de mouvements de terrain, les terrains hydromorphes, les chutes de blocs, le ruissellement et le ravinement, les inondations, les crues torrentielles et l'érosion littorale. Voir annexe n°16.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	L'ensemble immobilier projeté, de par son à usage quasi exclusif d'habitation collective, n'engendre pas de risques sanitaires. Les pollutions actuellement présentes sur le site (hydrocarbures et amiante) sont localisées et ponctuelles. Leur gestion (évacuation voire valorisation) sera alors adaptée pour limiter les risques pour la population mais également pour le milieu naturel (air, nappe phréatique, sol, ...). Voir annexes n°8-B et 9.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La phase travaux va générer temporairement un trafic lié aux véhicules de chantier qui sera géré afin d'en limiter les éventuels impacts (horaires de livraison restreints, gestion des accès chantier). En phase d'exploitation du projet, le trafic supplémentaire sera lié aux résidents des 186 logements créés. Le terrain est situé en centre urbain déjà dense où l'impact sera limité et favorisant les modes de déplacement doux, à pied ou en vélo. De plus la zone d'implantation est également bien desservie par les transports en commun.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le chantier pourra générer ponctuellement du bruit en raison de l'activité des engins de terrassements et de construction. Les travaux seront réalisés en journée et en semaine afin de limiter ces éventuelles nuisances. Le terrain est en zone de bruit de niveau 3 (avenue Jules Ferry classée en catégorie 3 longeant la propriété). En fonction du classement acoustique des différentes façades, le projet intégrera des menuiseries permettant l'affaiblissement acoustique nécessaire.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Construction d'un programme à vocation résidentielle et d'activités/services sans nuisances olfactives particulières. Des odeurs inhérentes au chantier pourraient être perçues de manière temporaire et ponctuelle. Des mesures spécifiques seront prises pour minimiser cette gêne occasionnelle. Voir annexe n°8-B.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet pourra engendrer des vibrations, uniquement de façon temporaire (en phase chantier) et ce uniquement de façon ponctuelle. Des mesures spécifiques seront prises pour minimiser cette gêne occasionnelle. Voir annexe n°8-B.
Emissions	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les espaces publics en limite du projet sont équipés de dispositifs d'éclairage public. Du fait de l'usage des bâtiments quasi exclusivement à destination d'habitation, et ce dans un quartier d'habitation (tissu urbain continu), les émissions lumineuses liées au projet ne sont pas susceptibles d'apporter d'effet cumulé significatif. Les émissions lumineuses spécifiques au chantier pourraient être perçues de manière temporaire et ponctuelle. Des mesures spécifiques seront prises pour minimiser cette gêne occasionnelle. Voir annexe n°8-B.
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera des rejets atmosphériques liés à la circulation routière des futurs habitants mais comme pour le trafic, l'augmentation sera limitée. Le projet en phase chantier pourra engendrer des rejets dans l'air, uniquement de façon temporaire et ponctuelle. Des mesures spécifiques seront prises pour minimiser cette gêne occasionnelle. Voir annexe n°8-B.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'assainissement sera de type séparatif avec rejet des eaux usées de l'ensemble immobilier dans les réseaux publics existants. Les Eaux Pluviales de l'ensemble immobilier seront collectées et gérées sur la parcelle (tranchées drainantes dans les espaces verts). Le dimensionnement des volumes nécessaires à la gestion des Eaux Pluviales a été réalisé par un bureau d'étude géologue mandaté par le Maître d'Ouvrage. Voir annexe n°11.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une attention sera apportée en phase de désamiantage et de déconstruction concernant la gestion des déchets (diag sur les déchets issus d'une opération de démolition d'un bâtiment et collecte des bordereaux relatifs au suivi des déchets amiantés). La phase chantier va engendrer la production de déchets de construction, principalement non dangereux. L'ensemble sera géré suivant la réglementation. Obj valorisation déchets 88 %. Voir annexes n°8-B et 10. En phase d'exploitation les déchets ménagers seront triés par les résidents et gérés par les services communaux (collectes et déchetteries).

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'usage du projet à destination, presque exclusivement, de logements est en adéquation avec l'occupation du sol avant projet (tissu urbain continu). Le projet ne porte donc pas atteinte au patrimoine architectural, culturel et paysager. Patrimoine archéologique: le projet a fait l'objet d'une demande anticipée de porter atteinte au prescriptions archéologiques (dossier de saisine). Le dossier est en cours d'instruction.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagement), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain assiette du projet est situé dans la partie de la commune constitutive d'un tissu urbain continu. Voir annexe n°18. L'usage du sol est maintenu inchangé : En effet les bâtiments actuellement existants sont à usage d'habitation, de commerces et d'activités. Les nouvelles constructions maintiennent ces usages proposant des logements collectifs, des services et un commerce de proximité.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

L'article R. 122-5 du code de l'environnement donne au 5° e) la définition suivante des projets existants ou approuvés à prendre en compte dans la réalisation de l'évaluation environnementale :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Le périmètre d'investigation de recherche des "autres projets connus" s'est étendu sur Thonon Agglomération (constituée à partir de la fusion des anciennes communautés de communes du Bas-Chablais, des Collines du Léman, étendues à la Ville de Thonon-les-Bains). Depuis 3 ans, les projets similaires de réalisation de bâtiments, de stationnements dans ledit périmètre ayant fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas ont reçu une décision de non-soumission à étude environnementale (DREAL Auvergne - Rhône - Alpes). Par ailleurs, aucun n'était soumis d'emblée à la réalisation d'une étude d'impact compte tenu de leur ampleur et de leurs caractéristiques.

Le présent projet ne présente donc pas d'incidences susceptibles d'être cumulées avec celles d'autres projets connus. Projets pris en compte :

- 2017 * Veigy-Foncenex (74) : aménagement d'un complexe hôtelier - Domaine de Crevy
- 2018 * Veigy-Foncenex (74) : extension du centre commercial Bi1 comprenant une aire de stationnement de 59 places * Anthy-sur-Léman (74) : Création d'un magasin de l'enseigne Lidl * Thonon les Bains (74) : parc de stationnement sur 8 demi-niveaux avec le niveaux sommital de plain-pied (550 places avec abri vélos et motos)
- 2019 * Thonon les Bains (74) : Création d'un parking sous-terrain de 330 places * Excenevex (74) : Création d'une aire de camping-car

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :
Site pollué localement aux hydrocarbures --> gestion des sols sur place par confinement comme sous-couche de voirie ou évacuation en filière adaptée (ISDND ou Biocentre).
Présence d'amiante --> Les travaux de déplombage et de désamiantage seront confiés à une entreprise agréée. Une attention toute particulière sera apportée au respect des diagnostics, du plan de retrait ainsi qu'au suivi de la gestion des déchets issus de ces interventions (diagnostic sur les déchets issus d'une opération de démolition d'un bâtiment et collecte des bordereaux relatifs au suivi des déchets amiantés).
Une charte chantier à faibles nuisances est intégrée aux marchés des entreprises avec un objectif de valorisation des déchets fixé à 87,88 %, des obligations de limiter les niveaux sonores, les vibrations et la perturbation du trafic routier.
Mise en place d'un réseau séparatif pour la collecte des eaux usées et des eaux pluviales : - Les eaux usées seront raccordées au réseau d'assainissement ; - Les eaux pluviales feront l'objet d'une rétention à la parcelle (rétention et infiltration).
Absence de la perturbation du visuel depuis les monuments historiques à proximité par une mise en cohérence du site avec le quartier de la Rénovation. Espaces verts paysagers au cœur de l'ensemble immobilier. Percée visuelle et traversée piétonne par une oblique Est/Ouest.
Le projet respectueux de la RT 2012, lui garantit de hautes performances énergétiques et un niveau élevé de confort.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

L'opération, conforme aux exigences du PLU, s'inscrit dans une commune dont ce dernier a fait l'objet d'une évaluation environnementale en 2013 ; elle se situe dans une zone urbaine existante organisée et adaptée à une évolution performante, durable et plus économe en foncier de la fonction d'habiter. Les usages proposés (logements collectifs, résidence de services et commerce de proximité) sont en totale adéquation avec le site et ne sont pas susceptibles d'apporter risques ou nuisances sup. Améliorant la surface d'espaces naturels et plantés sur l'ilot, conçu en continuité avec le quartier de la Rénovation, sa portée participe positivement à l'impact sur l'environnement et le paysage. Les dispositions prévues pour éviter/réduire d'éventuels effets négatifs en phase travaux (gestion sols, déchets, ...) assurent la non-dégradation des milieux naturels et/ou de la santé humaine. Au vu de ces éléments le projet peut être dispensé de la réalisation d'une évaluation environnementale.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
<ul style="list-style-type: none">• Annexe n°7 : Plan et photographies des bâtiments à démolir (§ 4.1)• Annexes n°8-A et B : Notice de présentation du projet de construction et de sa phase chantier (§ 4.4, 5 et 5.2)• Annexes n°9 : Évaluation de la qualité environnementale des sols et Diagnostic complémentaire + ATTES (§ 4.3.1, 5)• Annexe n°10 : Diagnostic des déchets avant démolition (§ 4.3.1)• Annexe n°11 : Étude de gestion des eaux pluviales à la parcelle (§ 4.4)• Annexe n°12 : Site de l'opération et ZNIEFF (§ 5)• Annexe n°13 : Site de l'opération et réserve naturelle (§ 5)• Annexe n°14 : Site de l'opération et zone de bruit (§ 5, 6.1)• Annexe n°15 : Site de l'opération et zones humides (§ 5, 6.1)• Annexe n°16 : Site de l'opération et servitudes diverses (§ 5 et 6.1)• Annexe n°17 : Site de l'opération et zone Natura 2000 (§ 5 et 6.1)• Annexe n°18 : Site de l'opération et occupation du sol (§ 6.1)

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à GRENOBLE

le, 10/09/2019

Signature



Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus



25 rue Pierre Semard | 38000 Grenoble
Tel : 04 56 00 67 00 | Fax : 04 76 70 01 02
Siret : 832 853 907 00018
www.territoire-developpement.fr

ANNEXE 2 : NOTICE CHANTIER



Annexe n°8-B : Mesures en phase chantier

Les tableaux suivants listent les principaux risques inhérents à un chantier ainsi que les actions qui seront mises en place pour les réduire voire les éviter.

Tableau 1 : Propositions de mesures pour limiter les nuisances aux riverains

Activités des chantiers pouvant induire des nuisances pour les riverains	Actions envisagées pour supprimer ou réduire nuisances
Conformité des engins des chantiers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entrepreneur utilisera du matériel conforme aux réglementations en vigueur dans le domaine du bruit et de sa prévention. ▪ L'entretien et la maintenance permettront de faire fonctionner les engins de façon conforme (capots d'insonorisation présents et fixés en place, silencieux en bon état, ...) ▪ Des outils particuliers, comme les brises-roches, seront choisis dans les gammes récentes des fabricants, afin de bénéficier des derniers développements. ▪ Les machines électriques seront préférées aux machines thermiques (compresseurs à air comprimé, ...) car elles sont moins bruyantes et moins polluantes. ▪ L'ensemble du personnel, et plus particulièrement les chauffeurs d'engins, seront régulièrement sensibilisés aux règles permettant de respecter l'environnement et le cadre de vie des riverains (arrêt des moteurs lors des pauses prolongées, adopter un comportement moins bruyant, organiser la circulation des engins pour éviter les marches arrière, ...).
Respect des horaires de travail compatibles avec le cadre de vie des riverains	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant les horaires des travaux bruyants, l'Entrepreneur respectera les horaires suivants : du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00. ▪ En cas de nécessité (contraintes techniques, achèvement d'un bétonnage, ...), une dérogation sera demandée. Les phases de travaux bruyants seront communiquées auprès des riverains, au moins une semaine avant leur réalisation.
Contrôle des émissions sonores pendant le chantier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Afin de s'assurer que les niveaux sonores autorisés ne sont pas dépassés et que les mesures d'atténuation sont efficaces, un contrôle des niveaux sonores sera réalisé tout au long des travaux. ▪ Les niveaux sonores seront contrôlés sur plusieurs points à déterminer. ▪ La fréquence des mesures sera hebdomadaire
Hygiène du chantier	Toute eau stagnante sera interdite pour éviter la prolifération de moustiques

Tableau 2 : Propositions de mesures pour limiter la production de déchets

Activités des chantiers pouvant induire des déchets	Actions envisagées pour supprimer ou réduire les déchets ou améliorer leur gestion
Réduire la production à la source	<p>La réduction de la production de déchets à la source visera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une utilisation optimale des matériaux et produits, ▪ La réduction des emballages ▪ Un choix judicieux des produits pour réduire les déchets dangereux ▪ Une attention particulière sera portée aux achats de consommables, afin qu'aucun gaspillage de matériaux ne soit fait. Si des stocks de matériaux sont excédentaires, ils seront renvoyés aux fournisseurs. En concertation avec les fournisseurs, le réemploi des modes de conditionnement sera favorisé.
Pratique du tri sélectif	<p>Pour valoriser les différents types de déchets, l'entrepreneur mettra en place sur le chantier, des bennes et réceptacles clairement identifiés :</p> <p>Benne à déchets industriels banals (DIB) plastiques, Benne à DIB non recyclable, Benne à bois, Benne à ferrailles, Bac à aérosols (DIS), Bac à déchets souillés (DIS), Fût pour les huiles usagées.</p> <p>Les déchets compactables tels que les plastiques, les papiers cartons et les autres déchets industriels banals pourront être compactés afin de réduire les volumes de déchets de 20 %.</p>
Organisation du stockage et de la collecte	Avant enlèvement des déchets, le stockage sera organisé dans de bonnes conditions réduisant tout risque de pollution. Un plan de localisation du lieu de stockage des déchets sera établi.
Traçabilité des déchets	<p>La traçabilité des déchets sera assurée par les entreprises qui tiendront un registre complété au fur et à mesure de l'avancement du chantier et ceci conformément à la réglementation. Ce registre comportera les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Code du déchet selon la nomenclature ▪ Nature du déchet ▪ Quantité évacuée ▪ Filière d'élimination ▪ Type de document émis pour la traçabilité <p>La traçabilité des déchets reposera sur un bordereau de suivi de déchets pour l'ensemble des déchets (à l'exception des déchets inertes pour l'ensemble des déchets où l'on utilisera des bons d'enlèvements). Avant toute signature d'un contrat avec un prestataire éliminateur ou collecteur de déchets, l'entrepreneur producteur demandera à ses prestataires les documents justificatifs de leur conformité avec la réglementation.</p> <p>Cette prestation sera intégrée au marché de l'entreprise.</p>
Matériaux souillés (déchets amiantifères et sols pollués aux hydrocarbures)	Lors de la phase de démolition ou du terrassement, les matériaux contenant de l'amiante ou les terres polluées aux hydrocarbures seront mis à l'abri des intempéries dans des bennes ou un contenants dédiés.
Valorisation des déchets	<p>Dès lors que les filières existent, les entreprises veilleront à favoriser une valorisation maximale des déchets produits par réemploi, recyclage, régénération et incinération avec récupération d'énergie.</p> <p>Les déchets amiantés pourront être traités par inertage par vitrification pour être réutilisés en remblai ou sous-couche routière. Les sols pollués seront réemployés sur site après traitement biologique, lavage en sous-couche de voirie.</p> <p>Objectif de valorisation des déchets à 87,88 %.</p>

Tableau 3 : Propositions de mesures pour limiter la production de rejets liquides

Activités des chantiers pouvant induire la production de rejets liquides	Actions envisagées pour supprimer ou réduire les rejets et les risques de pollution
Lessivages des sols	<ul style="list-style-type: none"> Pas de travaux de terrassement en période de pluies Collecte des eaux pluviales et dispositif de décantation avant rejet dans le milieu naturel
Transport/Stockage de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> Lavage des trains roulants des camions en sortie de chantier (notamment en sortie de carrière) Collecte des eaux de ruissellement des stocks de matériaux et traitement par décantation avant rejet dans le milieu récepteur Limitation à 4 ou 5 heures le stockage de matériels dans le lit mineur ou sur les berges.
Ravitaillement et entretien des engins de chantier	Aménagement d'une aire étanche permettant de récupérer les écoulements accidentels (fioul, liquides hydrauliques)
Produits Toxiques	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle régulier des engins de travail pour éviter toute fuite d'huile ou d'hydrocarbure Produits absorbants sur le chantier Coffrage étanche pour d'éventuels coulages béton
Production de poussières	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système d'aspersion pour éviter la formation d'un nuage de poussières / fibres amiantifères Absence de travaux lors d'épisode venteux important

Fait à Grenoble, le 10 septembre 2019

